

**Cabinet du maire**

201, avenue Laurier Est  
Montréal (Québec) H2T 3E6

Montréal, le 11 juillet 2017

Monsieur Justin Trudeau  
Premier Ministre du Canada  
Parlement du Canada  
80, rue Wellington  
Ottawa, ON K1A 0A2

Objet :           Passage à niveau sur la voie du Canadien Pacifique  
                  – Axe de l'avenue Henri-Julien

Monsieur le Premier Ministre,

Conjointement avec des acteurs économiques du secteur d'emploi du quartier Mile End à Montréal, je me permets, à titre de maire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, de vous interpeller sur ce qui est devenu, avec les années, un non sens tant pour le développement économique que pour la mobilité de la main d'œuvre et des résidants : l'absence de passage à niveau sur la voie du Canadien Pacifique (CP) entre les arrondissements du Plateau–Mont Mont-Royal et de Rosemont–La Petite-Patrie.

Le secteur d'emploi du Mile End, situé au sud de la voie ferrée du CP menant au port de Montréal, est l'un des pôles d'emplois les plus dynamiques du Canada et s'inscrit dans la nouvelle économie du 21<sup>e</sup> siècle. Avec plus de 6 000 nouveaux emplois créés depuis 2012, son effervescence continue de se faire sentir avec la présence de grandes entreprises telles qu'Ubisoft, Framestore, Sun Life, de micro-entreprises de type « start-ups » ou d'ateliers d'artistes et de créateurs.

Bien que le pôle d'emplois du Mile End soit à moins de 300 mètres à vol d'oiseau de la station de métro Rosemont, il demeure difficile d'accès pour les milliers de personnes qui utilisent les transports collectifs et actifs pour se rendre à leur lieu de travail. La présence de clôtures de deux mètres de hauteur érigées de chaque côté de la voie ferrée du CP et l'absence de passage à niveau permettant de la franchir forcent un détour de plusieurs centaines de mètres, ajoutant ainsi une contrainte à l'adoption de modes de transports durables dont bénéficierait grandement ce quartier central et densément peuplé de la ville.

De même, vous n'êtes pas sans savoir que malgré l'absence de passage balisé, des centaines de personnes traversent illégalement et à leurs risques la voie ferrée afin d'éviter le détour imposé. Plusieurs d'entre elles se font arrêter et se voient remettre des contraventions (au montant de 154\$) par la police privée du CP, qui joue au chat et à la souris avec les personnes qui osent s'aventurer sur l'emprise de la compagnie par les brèches pratiquées un peu partout dans les clôtures.

Depuis plusieurs années, des citoyens, des élus locaux et des acteurs du milieu économique tentent de faire avancer le dossier auprès du CP afin d'obtenir l'implantation d'un passage à niveau, pour piétons et cyclistes, dans l'axe de l'avenue Henri-Julien. Le CP n'a fait preuve d'aucune collaboration à ce jour.

Au printemps 2011, à la suite des nombreuses tentatives infructueuses des acteurs locaux, le conseil municipal de Montréal s'est saisi du dossier. À l'hiver 2013, la Ville de Montréal a procédé à une étude des besoins et de faisabilité pour l'ensemble de cette voie du CP qui traverse son territoire et, constatant un énième refus de collaboration du CP, a entrepris des démarches de médiation auprès de l'Office du transport du Canada.

Quatre ans plus tard, nous sommes toujours dans l'attente d'une réponse pour un passage à niveau.

La Ville de Montréal nous informait dernièrement qu'elle tentait un dernier recours en arbitrage devant l'Office afin que ce secteur central et des plus dynamiques de Montréal puisse être décloisonné et qu'enfin, les milliers de travailleurs, citoyens et visiteurs du Mile End aient un meilleur accès à la station de métro Rosemont.

Nous ne remettons pas en question toute l'importance que cette voie ferrée a eue dans l'histoire du développement du pays et qu'elle a encore aujourd'hui pour le transport des personnes et des marchandises. Nous comprenons aussi qu'il y a un enjeu de sécurité, quoique seuls une dizaine de trains de marchandise par jour circulent sur ce bras ferroviaire pour se rendre au port, sans dépasser 40 km/h.

Toutefois, le contexte urbain et le développement économique ont changé. Les milieux urbains de plus en plus denses attirent des entreprises de la nouvelle économie comme en fait foi ce secteur du Mile End.

Il nous apparaît archaïque qu'en 2017, nous devions nous soumettre à des processus aussi longs pour soutenir le développement des entreprises qui s'implantent dans les milieux urbains et densifiés du Canada. Nous croyons également que le temps est venu pour le gouvernement du Canada de prendre le leadership dans ce dossier, de s'asseoir avec le CP et de négocier fermement le décloisonnement de la voie ferrée par l'implantation d'un passage à niveau balisé et sécuritaire dans l'axe de l'avenue Henri-Julien.

Après toutes ces années de tentatives infructueuses et voyant l'intransigeance du CP, nous, soussignés, nous en remettons à vous, monsieur le Premier Ministre, afin qu'une solution politique puisse être trouvée.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette requête, nous vous prions de recevoir, monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.



Luc Ferrandez, maire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal



Cédric Orvoine, vice-président Ressources humaines et communication, Ubisoft



Jean-François Burdet, vice-président régional, Est du Canada, Allied



Robert Dumas, président, Financière Sun Life, Québec



Michel Fournier, contrôleur financier, Framestore

Cc : Marc Garneau, ministre des Transport et député de Notre-Dame-de-Grâces–Westmount  
Mélanie Joly, ministre du Patrimoine canadien et députée d’Ahuntsic-Cartierville  
Thomas Mulcair, chef du NPD et député d’Outremont  
Hélène Laverdière, députée de Laurier–Sainte-Marie  
Alexandre Boulerice, député de Rosemont–La Petite-Patrie  
Denis Coderre, maire de Montréal  
Aref Salem, conseiller de ville, Saint-Laurent (Normand-McLaren) et responsable du transport à la Ville de Montréal  
François W. Croteau, maire de l’arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie  
Richard Ryan, conseiller de ville, Le Plateau-Mont-Royal (Mile End)  
Nathalie Casemajor, porte-parole de la Coalition pour les passages à niveau